

Dans Les Laurentides, la forêt est repoussée

Pierrette Langlois-Thibault

Volume 15, numéro 3, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66124ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Un article paru à l'hiver 2009 présentait divers aspects d'un mouvement de population considérable menant au développement d'un territoire inconnu, immense, rempli d'embûches mais aussi de possibilités. Voyons maintenant les débuts de la colonisation jusqu'à l'établissement de villages.

Éditeur(s)

Les Éditions Histoire Québec
La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)
1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Langlois-Thibault, P. (2010). Dans Les Laurentides, la forêt est repoussée. *Histoire Québec*, 15(3), 27–29.

Dans Les Laurentides, la forêt est repoussée

par Pierrette Langlois-Thibault,
auteure et maître généalogiste agréée

Née à Montréal mais devenue résidente de Laval-des-Rapides dès sa tendre enfance, Pierrette Langlois-Thibault a obtenu un baccalauréat en Éducation de l'Université Concordia à Montréal en 1980. En 1992, elle prend sa retraite de l'enseignement et consacre tout son temps à la généalogie pour laquelle elle a développé une passion depuis quelques années. Elle devient officiellement maître généalogiste agréée au printemps 2005. En 2004, elle a publié le Dictionnaire généalogique des Thibault d'Amérique en quatre tomes, plus de 2000 pages. Une seconde édition a suivi en 2006. Membre du comité fondateur de L'Association des Thibault d'Amérique en 1989, elle y œuvre depuis en tant qu'archiviste généalogiste. En 2000, elle lance le site Internet de cette association et en est le webmestre depuis. Au cours des années, elle a prononcé quelques causeries lors de réunions générales annuelles de l'Association des Lambert d'Amérique inc. et de l'Association des Thibault d'Amérique, ainsi qu'à la Société de généalogie des Laurentides et au colloque de la Fédération québécoise des Sociétés de généalogie en 2007. Elle écrit aussi des textes pour les bulletins de l'Association des Thibault et de la Société de généalogie. Le projet de publication d'un livre dirigé par madame Langlois-Thibault à l'occasion du 175^e anniversaire de Saint-Jérôme est maintenant terminé. Ce livre, intitulé La Petite Histoire de Jérômiens, est disponible depuis le 30 juillet 2009.

Un article paru à l'hiver 2009 présentait divers aspects d'un mouvement de population considérable menant au développement d'un territoire inconnu, immense, rempli d'embûches mais aussi de possibilités. Voyons maintenant les débuts de la colonisation jusqu'à l'établissement de villages.

L'établissement de structures basées sur la colonisation

Les cantons Abercrombie et Morin sont érigés entre 1840 et 1842, à la suite de la décision des gouvernements du Haut et du Bas-Canada de faire arpenter les terres au nord des seigneuries des Deux-Montagnes et des Mille-Îles.

Dès lors, la distribution des concessions devient possible et, en 1842, une première concession de 600 acres de terre est accordée à Augustin-Norbert Morin. Il en recevra neuf autres pour un total de 3 842 acres en 13 ans.

En 1845, le sieur Morin commence à distribuer des terres et, l'année suivante, une première mission nommée Sainte-Adèle est ouverte. Plusieurs colons répondent à l'appel et des terres leur sont attribuées. Cependant, ils ne tardent pas à découvrir que le sol est rocheux et pauvre, qu'il faudra trimer dur pour arriver à nourrir leur famille. Certains se rappellent avoir entendu leurs aïeux répéter qu'ils cultivaient des roches. Ils avaient partiellement raison car lorsqu'on remue la terre, les roches ont tendance à remonter et à se pointer au niveau du sol. En 1848, cette grande misère amène l'évêque de Montréal, monseigneur Ignace Bourget, à fonder une association pour venir en aide aux colons qui venaient s'établir dans les cantons Morin et Abercrombie.

La vie paroissiale s'organise

À partir de septembre 1846, la mission de Sainte-Adèle a son

premier desservant, l'abbé Georges-Amable Thibault, curé de Saint-Jérôme. Les inscriptions des événements religieux seront faites dans les registres de



Augustin-Norbert Morin (1803-1865), avocat, homme politique et juge; fondateur de Sainte-Adèle, député de Terrebonne, ministre du gouvernement du Canada-Uni (1851-1854) et juge à la Cour supérieure (1855-1859). Il reçut dix concessions en 13 ans. (Source : Société d'histoire de la Rivière-du-Nord)



Exemple de la qualité des terres de la région de Sainte-Adèle. (Source : Collection Gagnon-Deslongchamps)

Saint-Jérôme de 1848 à 1851 et porteront la mention « Mission Sainte-Adèle », car le curé Thibault est prudent et n'apporte pas les registres lors de ses déplacements entre le village et la mission, à cause de l'état lamentable des chemins à parcourir.

Dès l'ouverture de la mission, les événements religieux sont célébrés dans la maison de monsieur Morin. Certains fidèles viennent de loin pour assister à ces cérémonies. Ils habitent aux extrémités du territoire et ces parties de la mission devien-

dront Sainte-Marguerite Station, Mont-Rolland et Val-Morin. Ce n'est qu'en 1925 que Val-Morin sera détaché de la paroisse Sainte-Adèle. Entre-temps, le curé Thibault, très dévoué à la cause de Sainte-Adèle, organise une levée de fonds afin de permettre la construction d'une chapelle. Ce projet débute le 17 mai 1852 et le premier prêtre résident est Éphrem Thérien. Il deviendra également desservant de la mission Circoncision lors de sa fondation en 1854.

En 1860, la population de Sainte-Adèle atteint 1628 personnes dont 17 Allemands et 6 Irlandais. Cette paroisse ne sera pas épargnée par les épreuves. Durant l'année 1885, une épidémie de variole causera 69 décès et, dix ans plus tard, une épidémie de scarlatine fauchera 44 personnes de plus.

Bien que pauvres, les colons sont toujours prêts à aider les plus démunis. Ainsi, en 1876, Saint-Hippolyte, une mission voisine connaissant des difficultés financières, sera aidée par la fabrique de Sainte-Adèle qui lui prêtera 400 \$.

Une nouvelle mission est ouverte

Tout comme Sainte-Adèle en 1852, le territoire de Saint-Sauveur, d'abord nommé Mission Circon-

cision, est détaché de la paroisse Saint-Jérôme en 1854. Les deux premières années, les colons obtiennent des concessions de Maximilien Globensky, devenu seigneur des Mille-Îles par son mariage avec Virginie-Marguerite Lambert-Dumont. La plupart des colons sont de Saint-Eustache, Sainte-Rose, Sainte-Scholastique, Saint-Hermas, Saint-Janvier et Saint-Jérôme.

Il est bon de signaler qu'avant même l'ouverture officielle de Saint-Sauveur, des familles s'étaient implantées le long de la rivière du Nord, surtout à Piedmont où un hameau est né avant le village de Saint-Sauveur. C'est à Piedmont que s'établit le premier marchand, que s'ouvre le premier hôtel, que viennent s'établir un premier médecin et un premier notaire. Ces événements causeront des disputes et de grandes difficultés quand le temps sera venu de construire une église. Les deux groupes de paroissiens refusent de fusionner et chacun tient à avoir son propre lieu de culte. Après de longues discussions, il est décidé que l'arpentage du territoire sera fait et que l'église sera construite au centre. Or, au grand désarroi de tous, l'arpentage révèle que le centre se trouve au lac Millette, juché sur une montagne presque inaccessible. Ce lac est situé dans la partie sud-est, encastré dans les montagnes, à proximité de l'actuel centre de ski Mont-Habitant. Les colons des deux villages en viennent à une entente et le choix de Saint-Sauveur prévaut.



Assis à droite devant la chapelle de Saint-Sauveur, le notaire Joseph Chevalier et ses deux enfants.

À noter, les trottoirs de bois et le bord de rue en friche sur cette photo de 1895. (Source : René Bergevin)

La charité des colons se manifeste encore

Afin d'attirer l'attention sur la nécessité d'un chemin de fer dans les Laurentides, une œuvre charitable mérite d'être racontée. Il y a un grand nombre de pauvres à Montréal, vivant dans des maisons froides et mal isolées. Un convoi de 200 traîneaux chargés de bois de chauffage part de Saint-Sauveur et se rend à Montréal pour venir en aide à ceux qui en ont grand besoin. Un tel geste ne passera pas inaperçu. Les médias le soulignent avec force.

Les chemins de fer

Un autre point de discord existe entre les deux colonies de Saint-Sauveur et Piedmont. Le chemin de fer ne passe pas à Saint-Sauveur mais à Piedmont. C'est le 16 septembre 1876 que la ligne « Québec, Montréal, Ottawa et Occidental » (le futur Canadien Pacifique) se rend jusqu'à Saint-Jérôme et ce n'est que 16 ans plus tard, le premier septembre 1892, que le premier train passant par Piedmont atteint Sainte-Agathe.

Considérant que le chemin de fer tarde trop à arriver, un groupe financier est formé. Il est majoritairement composé de citoyens de Saint-Sauveur. Suite à l'obtention d'une charte de la législature de Québec, la « Compagnie de Chemin de Fer de Colonisation de Montfort » est incorporée le 2 avril 1890. Son premier train roulera sur un parcours de 21 milles, de Piedmont jusqu'aux Seize-Îles. Toutefois, son parcours final sera de Montréal au Lac Rémi, au nord-ouest d'Huberdeau.

Cette compagnie portera successivement les noms de « Chemin de fer de Colonisation de Montfort et de Gatineau » en 1898, « Compagnie de chemin de fer du Grand Nord » en 1902, « Compagnie de chemin de fer du Canadien Nord » en 1906, pour finalement devenir la « Compagnie de chemin de fer du Canadien National ». Le « Canadien National » existait déjà et il se porta acquéreur de ce bout de chemin de fer en 1918. Les colons se réjouissent d'avoir enfin un transport adéquat pour l'époque. Dorénavant, les gens de Saint-Sauveur n'ont plus à se rendre à Saint-Jérôme pour prendre le train et les postillons n'ont que deux milles à franchir, au lieu de 26, pour assurer la distribution du courrier.

Malgré les obstacles et les difficultés, la population augmente et bientôt, la mission de Sainte-Agathe est ouverte. La route entre Saint-Jérôme et Sainte-Agathe, bien qu'existant depuis 1855, est quasi impraticable tant elle est mauvaise. Toutefois, cette mission devient autonome en 1863 et jouit des services d'un desservant.

L'arrivée des chemins de fer a été un point tournant dans l'évolution des Laurentides. Ce moyen de transport constituait un débouché commercial pour les colons souhaitant vendre leurs produits; il leur permettait également de vaquer à leurs affaires sans être obligés d'y consacrer trop de temps et de fatigue. En somme, grâce aux chemins de fer, la vie des colons était transformée et ils pouvaient enfin se permettre de planifier et même de rêver à des jours meilleurs.



Le convoi de bois de chauffage, de Saint-Sauveur à Montréal, afin de venir en aide aux familles pauvres de la ville. (Source : Publicité de la Brasserie Molson)



Le train Montréal-Lac Rémi. Court arrêt à Saint-Sauveur. (Source : Collection Louis-Charles Bouffard)

Bibliographie

BERGEVIN, René, *La vallée de Saint-Sauveur en images, Un siècle et demi d'histoire*, deuxième édition, revue et corrigée, 2001.

BOUFFARD, Louis-Charles. *Saint-Sauveur d'autrefois en photos depuis 1890*, composition et montage Ateliers Publi-compo, Saint-Jérôme, 1985.

Comité du Centenaire, *Saint-Sauveur, Album-souvenir 1853-1953*.

DUBUC, Michèle, *Sainte-Adèle: 150 ans d'histoire, Paroisse Sainte-Adèle 1852-2002*, Comité des fêtes de la paroisse Sainte-Adèle, 2001.

LAURIN, Serge, *Histoire des Laurentides*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 892 p.